

que le Gouvernement et l'opposition seront toujours d'accord sur les problèmes que nous étudions. Nous ne pouvons opiner dans le même sens alors que nous sommes opposés aux mesures proposées; mais j'estime que le Gouvernement devrait se confier davantage à la Chambre et nous faire connaître un peu plus tôt les sujets qu'il propose de soumettre à l'examen de la Chambre.

On a déjà beaucoup parlé aujourd'hui des pratiques suivies au Royaume-Uni. En vertu d'une de ces pratiques, le leader du Gouvernement annonce à la Chambre, le jeudi de chaque semaine, les travaux de la semaine suivante. Ici, la plupart du temps, la coutume consiste à dire, à onze heures du soir, ce que seront les travaux du lendemain. A mon sens, une telle méthode ne contribue pas à produire un sentiment de collaboration et de bienveillance entre les deux parties qui débattent une question.

**L'hon. M. Fournier:** Le député me permet-il une question? Comment pouvons-nous annoncer une semaine d'avance les travaux de chaque jour de la semaine suivante si les débats ne sont pas assujétis à une limite de temps? Nous ne fixons jamais de limite au débat sur les affaires extérieures ni au débat sur la défense nationale. Je ne sais pas quand ces débats se termineront. Si j'annonçais les travaux de la première semaine après le congé, je serais probablement loin de l'objectif.

**M. Knowles:** La question est légitime, mais le ministre a fourni la réponse. Si le Gouvernement nous indiquait ses plans quelques jours ou une semaine ou deux d'avance, s'il nous faisait connaître le sujet qui serait étudié après le débat en cours, l'opposition se montrerait fort bien disposée, à mon avis, à passer d'un débat à un autre.

**Des voix:** Non, non!

**L'hon. M. Fournier:** Il lui faudrait subir une profonde transformation.

**M. Knowles:** Selon la façon de procéder actuellement, on annonce un débat à la fois. On l'annonce à onze heures du soir la veille du jour où il commence. Les députés ont tendance à se lancer dans ce débat comme s'il n'y avait rien d'autre.

**L'hon. M. Fournier:** L'honorable député me permettra-t-il une autre question? Ce soir je vais annoncer que demain nous poursuivrons le débat sur la défense nationale, nous nous formerons en comité des subsides et j'appellerai quatre ministères. A huit heures, ce sera l'exposé budgétaire. Après quoi, nous aborderons l'étude du traité avec le Japon. Croyez-vous que la Chambre suivra mes directives?

[M. Knowles.]

**M. Knowles:** Que ferons-nous mercredi?

**L'hon. M. Fournier:** Nous reprendrons l'étude du traité avec le Japon, si elle n'a pas été terminée. La Chambre tiendra-t-elle compte de cette directive?

**M. Knowles:** J'ai la satisfaction de constater que ma proposition est acceptée alors même que je n'ai pas fini de l'exposer. Je remercie le ministre de nous avoir donné une idée des travaux de la Chambre pour les deux prochains jours. J'allais dire au ministre et au Gouvernement que, depuis une session ou deux et, surtout, au cours de la présente session, nous avons accompli des progrès en ce sens.

**L'hon. M. Fournier:** Pas pour ce qui est de la durée des débats.

**M. Knowles:** Un instant. Nous avons accompli des progrès, en ce sens que le Gouvernement, se rendant en cela aux demandes de l'opposition, a préparé des débats spéciaux. C'est ainsi que nous avons eu un débat sur les affaires extérieures et que nous en avons engagé un autre sur la défense nationale. Le ministre semble croire que ces débats ont été longs. Il me semble qu'il était tout à fait normal de consacrer quatre jours et demi à la question importante des affaires extérieures. Quant à la défense nationale, nous lui avons consacré, jusqu'ici, seulement deux jours.

**M. Cleaver:** Le débat a duré deux jours en Grande-Bretagne.

**M. Knowles:** Je reparlerai tantôt de la Grande-Bretagne. Nous avons eu ces débats et je crois que les députés appartenant à tous les partis, quelles que soient leurs vues, admettront que ce furent d'excellents débats. J'estime que nous épargnerons du temps plus tard au cours de la session, si les députés jugent que l'occasion leur a été donnée d'étudier ces importantes questions.

Pour ce qui est de jouer franc jeu et de collaborer de part et d'autre, je tiens à dire franchement que cette proposition doit valoir dans les deux sens. Si le Gouvernement collabore avec l'opposition en lui faisant savoir en quoi consistent ses programmes, quelles questions seront étudiées, sur quel sujet porteront les débats, les membres de l'opposition ne parleront pas simplement pour l'amour de parler. Mais, d'autre part, je soutiens que le Gouvernement ne devrait pas s'attendre que l'opposition mette fin à un débat simplement parce que nous arrivons à des bornes qu'on ne saurait franchir, comme cela s'est produit la semaine dernière à l'égard des crédits supplémentaires. Je soutiens que